

LA FORCE DE LA PAIX



Volume 2 - N° 023

Juillet 2008



Avançons sur la route de la paix

►► **FORUM À ADZOPE - 30 juillet 2008**

CÔTE D'1VOIRE

EDITORIAL

UNE NOUVELLE AVANCÉE POUR LE PROCESSUS ÉLECTORAL

Le bouclage du financement du processus électoral, annoncé lors de la cinquième réunion du Comité d'Evaluation et d'Accompagnement (CEA) de l'Accord politique de Ouagadougou, est une nouvelle avancée pour la sortie de crise en Côte d'Ivoire.

Si, un mois auparavant, des préoccupations avaient été émises quant au financement des élections et des opérations préalables, début juillet ces soucis n'avaient plus leur raison d'être comme l'a dit le Premier Ministre ivoirien, Guillaume Soro.

Après la publication de la date du premier tour de scrutin de l'élection présidentielle, un nouveau jalon significatif venait ainsi d'être posé sur le chemin menant aux élections. Restent deux grands défis, la logistique et la sécurisation du processus, et dans les deux cas, la communauté internationale a manifesté sa détermination à demeurer sans ambages aux côtés des Ivoiriens.

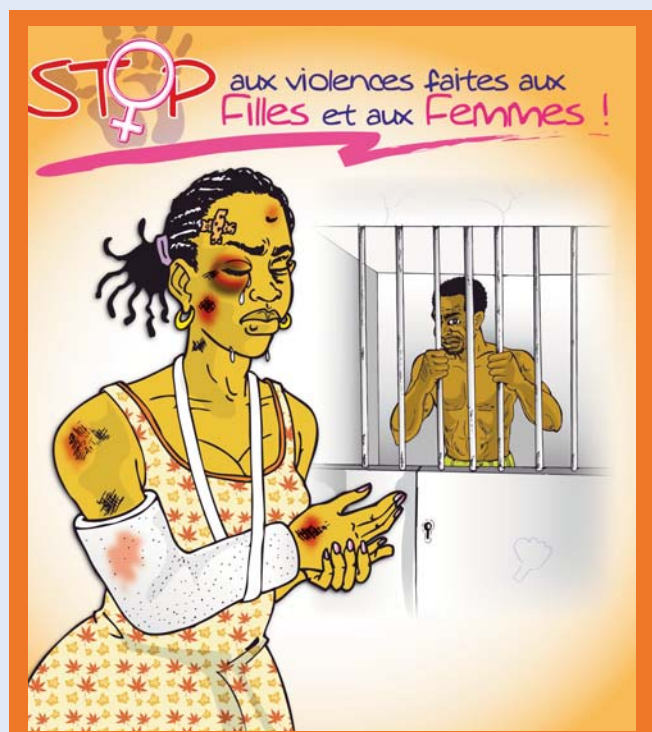
Ainsi, en juillet, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a remis au Gouvernement ivoirien un audit de la carte électorale qu'elle a effectué sur la base d'un repérage des lieux de vote à travers le pays. Peu de temps après, l'ONUCI a mis à la disposition du Gouvernement un lot de 35 climatiseurs destinés à rendre fonctionnel le siège à Abidjan de l'opérateur technique chargé de l'identification, la Sagem, tout en soulignant la nécessité de faire avancer le processus.

Puis, joignant encore une fois l'acte à la parole, la mission a décidé en fin du mois de transporter par avion une première partie du matériel de l'opérateur technique en vue de permettre le démarrage rapide de l'identification et le recensement des électeurs potentiels, étape clef du processus électoral.

Toutefois des défis de taille restent à surmonter. Ils concernent notamment la réhabilitation des sites de vote, dans certains cas, et dans d'autres, leur remplacement, ainsi que la sélection, le recrutement et la formation des agents d'identification. A quoi il faut ajouter l'urgence de transporter le matériel électoral destiné aux opérations d'identification et de recensement. Reste également le défi de mettre le processus à l'abri d'actes de violence pendant la campagne électorale, lors du scrutin et après le vote.

Dans le but de réaliser cet objectif, les commandants des forces ivoiriennes et ceux des Forces Impartiales ont déjà entamé l'examen d'un plan élaboré par le Centre de Commandement Intégré. Si la sécurisation reste la responsabilité première des forces ivoiriennes, les forces impartiales ont déjà signifié leur volonté de donner à leurs partenaires tout l'appui nécessaire, en fonction de leur mandat et de leurs moyens.

Cependant, un des gages du succès de tout effort de sécurisation reste la volonté des Ivoiriens de contribuer à un climat apaisé. Comme dans tout processus électoral, et particulièrement dans une situation de sortie de crise, il incombe aux dirigeants politiques, aux chefs de communautés et aux individus de barrer la route à la violence. C'est le moyen d'assurer une sortie de crise définitive et de montrer une volonté définitive de faire de la réconciliation nationale une réalité.



LE CHEF DE L'ONUCI ENCOURAGE L'ÉVOLUTION DU PROCESSUS DE PAIX

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J. Choi, a rencontré, au cours du mois de juillet, les leaders politiques Ivoiriens pour discuter de l'évolution du processus de paix et apporter l'aide des Nations Unies, là où cela est nécessaire.

Accompagné de certains de ses collaborateurs, Y.J. Choi a rencontré successivement, du 14 au 17 juillet, le Président du PDCI-RDA, Henri Konan Bédié, le Président du RDR, Alassane Dramane Ouattara, le Président ivoirien Laurent Gbagbo et le Premier Ministre Guillaume Soro. A ces leaders ivoiriens, M. Choi a expliqué les initiatives prises ou envisagées par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) pour accompagner le processus électoral, notamment au niveau de la sécurisation. Il a également



Le RSSG, Y. J. Choi © UN / ONUCI

plaidé en faveur du démarrage rapide de l'opération d'identification dans le cadre du processus électoral, tout en soulignant la nécessité de trouver des

solutions urgentes aux défis logistiques. A cet effet, il a réitéré la disponibilité de la mission onusienne à apporter également son aide au niveau logistique.

Début juillet, M. Choi avait remis officiellement, à la Commission Electorale indépendante (CEI) un audit de la carte électorale du pays. Le travail présentait une évaluation de la situation des 10.463 lieux de vote et comprenait des recommandations pour une carte électorale qui garantisse des élections en conformité avec les standards acceptés par les Ivoiriens eux-mêmes. Ce travail a permis de déceler l'existence de plus de 2000 lieux de vote dans des domiciles de chefs de village, dans des lieux de culte et dans des prisons. Il a été également fait état de près de 200 lieux de vote difficiles d'accès, voire inaccessibles.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES PROROGÉ LE MANDAT DE L'ONUCI

Le Conseil de sécurité a prorogé le 29 juillet 2008 de six mois, jusqu'au 31 janvier 2009, le mandat de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et des forces françaises qui la soutiennent, dans la perspective de l'élection présidentielle prévue à la fin novembre 2008.

Adoptée à l'unanimité par les membres du Conseil, la résolution 1826 précise que cette prorogation vise notamment à « aider à l'organisation en Côte d'Ivoire d'élections libres, ouvertes, justes et transparentes ». Les autorités ivoiriennes ont annoncé la tenue du premier tour de l'élection présidentielle pour le 30 novembre 2008.

Le Conseil de sécurité prie l'ONUCI de contribuer à l'instauration de la sécurité nécessaire au processus de paix et au processus électoral et de fournir un appui logistique à la Commission électorale indépendante en vue de la prépa-

ration et de la tenue des élections.

Le Conseil engage vivement les Forces de défense et de sécurité de Côte d'Ivoire et les Forces nouvelles à élaborer conjointement un plan global pour la sécurité des élections, en coordination avec le Facilitateur, le président Blaise Compaoré du Burkina Faso. Il exhorte aussi les forces politiques ivoiriennes à s'en remettre à la médiation du Facilitateur pour toute difficulté majeure liée au processus électoral.

Qualifiant la publication de la liste électorale d'« étape cruciale », le Conseil demande à la Commission électorale indépendante, aux opérateurs techniques, aux autorités ivoiriennes et aux partis politiques de redoubler d'efforts à cet égard et prie le Représentant spécial du Secrétaire général de certifier cette liste d'une manière explicite.

Par Parfait Kouassi



Le siège des Nations Unies à New York © UN / ONUCI

LA ZONE DE CONFIANCE TOTALEMENT SUPPRIMÉE

Date d'une importance symbolique indéniable que le 30 juillet 2008 ! Elle marque la fin du délai accordée par l'Accord Politique de Ouagadougou (APO), pour la suppression du dernier poste d'observation sur la ligne verte qui a remplacé l'ancienne zone de confiance.

Ce délai a pu être respecté par la force de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

L'Accord politique de Ouagadougou, signé le 4 mars 2007 entre le Président Laurent Gbagbo et le Secrétaire général des Forces Nouvelles, Guillaume Soro, avait décidé, entre autres, de la suppression de la Zone de Confiance (ZOC). Cette zone large de 20 km en moyenne et long de 600 km de l'Est à l'Ouest, séparait les ex-belligérants et était surveillée par les Forces Impartiales : l'ONUCI et la Force Licorne.

Le processus de suppression effectif de la ZOC a commencé le 16 avril 2007 à Tiebissou par une cérémonie présidée par le Président Laurent Gbagbo, conformément à des modalités pratiques définies lors d'une réunion quadripartite entre les Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire (FANCI), les Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) et les Forces impartiales, tenue le 11 avril 2007 à Abidjan.

Dès le 15 septembre 2007, la Force de l'ONUCI a installé dans l'ancienne ZOC, 17 postes d'observation sur "La Ligne Verte", une ligne imaginaire allant d'Est en Ouest et permettant à la Force onusienne de continuer à assurer les missions d'observation, de surveillance et d'appui aux unités mixtes formées par les FAFN et les FANCI. Ces brigades mixtes ont repris progressivement en charge les fonctions de police et de gendarmerie dans cette zone.

L'APO avait aussi prévu que les postes d'observation soient réduits de moitié tous les deux mois, jusqu'à leur disparition complète. Ainsi, huit postes d'observation ont été démantelés le 30 novembre 2007. Il en restait cinq fin



*Démolition des portes d'observation de l'ONUCI dans l'ancien zone de confiance
© UN / ONUCI*

janvier 2008, trois à la fin de mars 2008, un à la fin mai et le 30 juillet 2008, tous les postes d'observations auront été supprimés.

Afin de mieux remplir son mandat de soutien au volet militaire de l'APO, après la suppression de la ZOC, la Force onusienne a changé son mode d'action. Conformément aux résolutions 1739 et 1765 du Conseil de sécurité, la Force continue de jouer un rôle d'observation pour qu'aucune des deux forces en présence, ne puisse reprendre les hostilités.

La Force appuie également le Centre de Commandement Intégré (CCI) dans la sécurisation des volets redéploiement de l'administration, identification, désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) et élections. Elle participe à la sécurisation d'un certain nombre d'acteurs politiques ivoiriens de toute tendance politique.

Enfin, elle protège les populations civiles qui seraient sous danger physique imminent, et continue de surveiller le respect par les différentes parties, de l'embargo, notamment sur les armes.

La force de l'ONUCI a aussi été redéployée suivant son nouveau mandat. Elle a décidé de réduire ses 44 camps en Côte d'Ivoire toutes ses emprises en Côte d'Ivoire.

A la fin de son redéploiement, la Force de l'ONUCI n'aura plus que vingt-quatre camps. Elle va être éparpillée sur l'ensemble du territoire afin de créer les conditions de la libre circulation des populations pendant les élections.

Elle aura la mobilité nécessaire à la sécurité des élections, la flexibilité pour une optimisation des moyens visant à veiller à l'irréversibilité du processus de paix et à la rapidité d'intervention requise pour assurer la sécurité des personnes et des biens.

Aujourd'hui, en plus des autres missions fixées par son mandat, elle effectue plus de 200 patrouilles par jour pour sécuriser la population, mais aussi pour reconnaître tous les lieux prévus pour le vote aux élections prochaines.

Par Colonel Mustapha Dafir

L'ONUCI ET UNE ONG FORMENT LES POPULATIONS DE SAN PEDRO À LA COEXISTENCE PACIFIQUE

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé le 8 juillet 2008, à San Pedro, en collaboration avec l'ONG "Cercle des Alliances Interethniques", un séminaire pour former les jeunes, les femmes, les représentants des partis politiques et les responsables locaux des communautés religieuses et traditionnelles, à la Cohésion Sociale, aux Droits de l'Homme et à la Culture de la Paix.

Plus d'une centaine de personnes ont participé à ce séminaire, dont l'objectif était de consolider le processus de réconciliation nationale. Les enseignements de la formation ont été dispensés au sein de trois ateliers.

Le premier atelier, « droits de l'homme et droit des communautés », a été animé par Nazzarena Ferraro, chef du bureau régional des Droits de l'Homme de l'ONUCI à San Pedro. Elle a éclairé les participants sur les principes fondamentaux des droits de l'homme qui régulent les relations intercommunautaires.

Le thème du second atelier « cohésion sociale et culture de la paix », traité par Jean Bosco Rumongi, chef du bureau régional des Affaires Civiles de l'ONUCI à San Pedro, a permis de mettre en exergue les solutions aux



Les populations participent activement aux travaux avec l'ONUCI © UN / ONUCI

problèmes de cohabitation, vécus par les populations de la région du Bas Sassandra.

Le troisième atelier, « alliances interethniques et cohésion sociale », a été animé par Luc Kédi, président de l'ONG "Cercle des Alliances Interethniques".

A l'ouverture du séminaire, le Secrétaire Général de la Préfecture de

San Pedro, Ezéchiel Lida Gnako, qui représentait le Préfet de région, a salué l'initiative et a souligné que le respect des alliances interethniques est une voie à prospecter pour garantir la cohésion sociale et la coexistence pacifique, gage d'une paix durable. M. Gnako a rappelé que le mécanisme des alliances interethniques suggère une relation de non agression, d'amitié, de fraternité et d'assistance mutuelle entre les peuples. « Il faut donc encourager les initiateurs de cet atelier, qui veulent réinstaurer entre les peuples vivants en Côte d'Ivoire, ce moyen efficace de lutte contre la division », a-t-il ajouté en relevant que la crise connue par le pays a divisé les populations et provoqué la rupture des alliances.

Avant lui, Luc Kédi du "Cercle des Alliances Interethniques", Luc Kédi, est revenu sur la nécessité de reconsidérer les valeurs traditionnelles pour assurer un meilleur futur aux peuples africains.

Toutes les structures décentralisées de l'ONUCI à San Pedro (Affaires Civiles, UNPOL, Protection de l'Enfance, Information Publique, Bataillon sénégalais) ont contribué à cet événement.



Les chefs traditionnels échangeant avec des membres de l'ONUCI © UN / ONUCI

Par Désiré Dago

L'ONUCI ET ADZOPÉ DÉSORMAIS ENSEMBLE POUR LE COMBAT DE LA SORTIE DE CRISE



Symbole de la flamme de la paix lors du forum d'Adzopé © UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé, le 30 juillet 2008, un forum pour se faire connaître à Adzopé et recueillir les préoccupations de la population. L'événement a rassemblé les autorités politiques et administratives, les chefs traditionnels et religieux ainsi que la population de cette ville où l'ONUCI se prépare à se déployer pour promouvoir et appuyer le processus de paix.

« Le présent forum perpétue une tradition de l'ONUCI d'aller partout dans le pays, à la rencontre de la population pour expliquer notre mandat et recueillir leurs préoccupations », a expliqué Margherita Amodeo, chef de la délégation, représentant le chef de l'ONUCI. Mme Amodeo a livré à la population d'Adzopé, le message du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J. Choi. Elle a rappelé, à l'occasion, le rôle de l'ONUCI : celui d'accompagner le processus de paix issu de l'Accord politique de Ouagadougou. « Les défis restent nombreux, mais l'ONUCI sera à vos côtés », a assuré Mme Amodeo. Elle a aussi évoqué le démantèlement de la zone de confiance et souligné les nouvelles missions des Casques bleus précédemment déployés pour s'interposer entre les deux forces belligères.

Le message de l'ONUCI livré par Mme Amodeo a été appuyé par la présentation des missions et des activités de plusieurs sections de la mission onusienne. Cette présentation a été suivie d'un échange franc avec la population. « L'ONUCI est arrivé à Adzopé et le ciel ne nous est pas tombé sur la tête.

Au contraire, nous en tirons les bénéfices », a déclaré le Secrétaire général de la Préfecture, Tiéhi Benoit, représentant le Préfet de la ville. « La Côte d'Ivoire est engagée sur la voie de la paix depuis la signature de l'Accord Politique de Ouagadougou (...) Elle ne peut plus reculer (...) Ensemble avec l'ONUCI et les autres partenaires nous allons arriver à la date des élections dans de bonnes conditions », a ajouté M. Tiehi.

Les conclusions de quatre ateliers tenus la veille du forum sur le rôle des chefs traditionnels, des femmes, des jeunes et des médias dans la recherche de paix ont été adoptées par les participants au forum. Les représentants des ateliers ont, en effet, réitéré leur assentiment au déploiement de l'ONUCI dans la ville et ont proposé une série d'initiatives que la population souhaite réaliser en collaboration avec l'ONUCI dans le cadre de la promotion

de la paix. Un autre événement majeur du Forum d'Adzopé a été la remise d'un cheque de 8 320 000 FCFA aux représentants du comité de gestion du Lycée Moderne de la ville. Cette somme, constituant la première tranche d'un financement global de 10 400 000 FCFA offert dans le cadre des projets à impact rapide de l'ONUCI, vise à réhabiliter trois classes spécialisées et une salle de rencontre au sein du Lycée, qui connaît un profond délabrement après 42 ans d'existence.

Des coups de pinceaux de Mme Amodeo et des autorités politiques et administratives de la ville sur des murs délavés de l'école ont symbolisé le lancement des travaux de réhabilitation. « Nous remercions l'ONUCI pour ses actions hautement sociales(...) nous sommes heureux de l'appui qu'elle apporte pour atténuer les effets de la crise », s'est réjoui Alphonse Lato Nguia, le 1er vice président du Conseil général d'Adzopé. L'adjointe au maire de la ville, Mme Goman Akié, a également exprimé la reconnaissance la population envers l'ONUCI.

Le Forum d'Adzopé a été également une grande fête bénie par les chefs coutumiers et agrémentée de danses du terroir. La population et la délégation de l'ONUCI se sont séparées en prenant rendez-vous pour l'installation prochaine d'une base locale de la Mission dans la ville. Des séances d'échanges avec les représentants des sections de l'ONUCI tout au long des manifestations ont permis aux populations de s'informer sur les activités et le mandat de la mission.

Ce Festival s'inscrit dans le cadre de l'utilisation des traditions culturelles comme moyen de promotion de la paix et de la réconciliation nationale, favorisant la rencontre des cultures et le respect de l'autre.

L'ONUCI implique continuellement les artistes ivoiriens dans ses activités de plaidoyer afin de passer le message de paix des Nations Unies.

Par Parfait KOUASSI

L'ONUCI SOIGNE 600 MALADES ET DISCUTE DE LA PAIX AVEC LA POPULATION À ADZOPÉ

Quelques 600 personnes ont été soignées, mercredi 29 juillet, à Adzopé, par l'unité médicale du quatrième contingent jordanien de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Les soins ont été prodigués dans le cadre d'une journée de soins gratuits, organisée par la mission onusienne, en prélude à un forum d'échanges avec la population qui se tiendra le lendemain dans la ville.

La journée médicale gratuite a drainé les malades de tous les quartiers de la ville. Au centre culturel d'Adzopé où l'équipe médicale du quatrième contingent jordanien s'était installée, une longue file de patients débordait de la cour. Des enfants, des jeunes, des femmes et des personnes âgées entraient et sortaient de la salle de soins, le sourire aux lèvres.

Dame Digbeu Rosalie, 65 ans, marchait péniblement vers le centre de soins, le visage creusé par la douleur. Un casque bleu de l'ONUCI l'aperçoit et vole à son secours. Il l'a soutient et l'installe dans un siège. « Elle ne peut pas faire le rang », fait remarquer le soldat. Quelques instants plus tard, elle est conduite devant un médecin accompagné de Jean Claude Zadi son fils aîné. « Elle tousse et souffre de douleurs à la poitrine », explique Jean Claude à la place de sa mère, qui ne parle que sa langue maternelle.

Le médecin, après avoir diagnostiqué le mal, prescrit une ordonnance à la mère et l'oriente vers la pharmacie de l'unité médicale. Les médicaments sont offerts à la malade. Sur le champ, Jean Claude se souvient qu'il est malade et décide de présenter son cas au médecin, qui lui donne également des médicaments. « Nous étions désespérés. Je n'avais pas d'argent pour soigner ma mère à l'hôpital et j'avais oublié que j'étais malade. Aujourd'hui, nous avons des médicaments pour nous soigner », affirme-t-il, en rentrant chez lui, le visage illuminé d'espoir.

« Je m'en vais chercher ma sœur, pour venir bénéficier de la générosité de l'ONUCI », s'écriait pour sa part,



Un médecin de l'ONUCI auscultant un patient © UN / ONUCI

Mamadou Bamba, un chômeur de 50 ans, en sortant de la salle de soin. « J'ai des maux d'yeux et je n'ai plus d'argent pour aller à l'hôpital. Ce matin, j'ai reçu des médicaments et je voudrais que ma sœur qui est aussi malade vienne pour se faire soigner », a-t-il expliqué, ajoutant que sa vie avait basculé depuis qu'il avait perdu son emploi au début de la crise.

Bamba avait appris la nouvelle de l'arrivée de l'ONUCI grâce à la radio locale. Mais il a été rassuré lorsqu'il avait vu les véhicules des Nations Unies dans la ville et lorsqu'il a écouté des messages sur ONUCI FM, la radio de l'ONUCI, qu'il avait pu capter grâce à un émetteur transporté dans la ville pour la circonstance.

De nombreux enfants comme l'élève Marie Ange Aké, 13 ans et ses deux sœurs de 11 ans et de 8 ans se sont aussi présentés devant les médecins de l'unité médicale du contingent jordanien. « Notre père disait qu'il n'y avait pas d'argent pour aller à l'hôpital. Mes petites sœurs ont la gale et moi, la toux.

Les gens de l'ONUCI nous ont donné des médicaments », s'est-elle réjouie, en indiquant qu'elle irait prévenir sa

mère. « Notre équipe est composée de six médecins, dentiste, ophtalmologue, dermatologue, pédiatre et généraliste ainsi que de vingt paramédicaux », a expliqué Dr. Hamoudeh Mohamed, chef de l'unité médicale.

« Nous avons reçu ce matin, environ 600 malades qui souffraient de toutes sortes de maladies dont des maux de gorge, de la peau, de la dent et des yeux. Tous les malades reçus ont bénéficié de soins et de médicaments gratuits », a indiqué Dr. Mohamed.

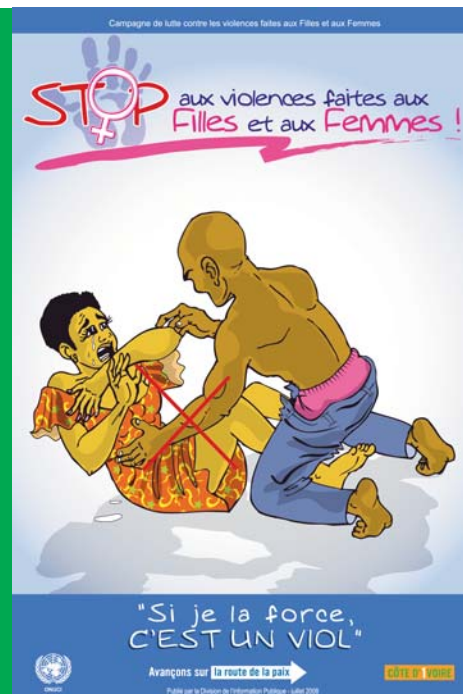
« Nous avons besoin de l'ONUCI, ici, à Adzopé, comme dans d'autres villes de la Côte d'Ivoire », a déclaré Bamba qui, entretemps avait emmené sa sœur devant le médecin. « Les actions de l'ONUCI sont une chance pour nous de comprendre le processus de paix et réussir la réconciliation », a-t-il argumenté.

Des centaines de jeunes, de femmes et des leaders d'opinions participaient le même jour, en fin de journée, à des ateliers thématiques sur leurs contributions au processus de paix, organisés en prélude au Forum.

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES A KATIOLA



Une vue du public lors d'une sensibilisation à Katiola © UN / ONUCI



Le Bureau régional (Bouaké) des Droits de l'homme de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a tenu le 21 juillet 2008, à Katiola, une journée de sensibilisation sur le thème : « Les violences faites aux femmes et leurs conséquences ».

La manifestation, organisée en collaboration avec les ONG locales intervenant dans le domaine de la promotion et de la protection des Droits de l'homme, se situait dans le cadre de la campagne de célébration du 60e anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'homme (DUDH).

Un auditoire composé en majorité de femmes s'est rassemblé dans le Centre culturel de Katiola pour suivre les diverses présentations centrées sur deux aspects principaux de ces violences et de leurs conséquences: les mutilations génitales féminines et la situation de la femme face à la pandémie du VIH-SIDA.

Le Bureau régional des Droits de l'Homme de l'ONUCI, a passé en revue les différentes législations internationales, africaines et nationales en matière de protection des droits de l'homme. Elle a noté que la plupart des législations soulignaient le caractère illégal des MGF et qu'elles appelaient les Etats à prendre « toutes les mesures appropriées pour abolir les coutumes et les pratiques négatives, culturelles et sociales qui sont au détriment du bien-être et de la dignité » (...).

A la suite de Mlle Diawara, plusieurs autres intervenants, notamment M. Bosson, Infirmier-Major de l'Hôpital de Katiola, ont mis l'accent sur les conséquences physiques des MGF, dont : le décès, les hémorragies, les infections diverses et le VIH-SIDA.

A l'aide de photographies illustrant des cas extrêmement frappants, l'Infirmier a montré à l'auditoire les conséquences dramatiques de l'excision sur des fillettes et également sur des femmes adultes, face à maintes complications au moment des rapports intimes ou de

l'accouchement. « Cette journée de sensibilisation constitue une étape importante dans l'effort de chacun pour apporter la bonne information et lutter contre les effets néfastes de nos coutumes », a déclaré M. Kolo Touré, Chef de Canton de Katiola, au nom de la chefferie traditionnelle vers laquelle les organisateurs se sont tournés pour soutenir la campagne de lutte contre les mutilations génitales féminines.

Pour leur part, le Maire de Katiola et le Sous-préfet ont salué l'initiative de l'ONUCI et de ses partenaires nationaux et internationaux. Ils ont appelé les populations « à ouvrir les yeux sur les présentations qui ont été faites ».

Ils ont insisté sur la nécessité de persévérer afin d'arriver au but final, qui est de « faire comprendre aux familles et aux communautés que les aspects négatifs de nos coutumes doivent être abandonnés ».

Par Martin Kakra

L'ONUCI OFFRE DU MATÉRIEL DE SENSIBILISATION AUX CLUBS DES DROITS DE L'HOMME DES LYCÉES ET COLLÈGES DE DALOA

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), à travers le bureau régional de Daloa de la Division des Droits de l'Homme, a offert le 30 juin 2008, du matériel de sensibilisation aux clubs des droits de l'homme des lycées et collèges et aux ONG de la région.

Le matériel, composé d'un ordinateur portable, un rétroprojecteur, un appareil numérique, un écran extensible et un téléviseur couleur, a été remis au Directeur régional de l'Education nationale de Daloa, Dogbo Georges, en présence du Secrétaire général de Préfecture, Kouao Bilé Myriam, du Chef de terre de Daloa, Nahounou Sémian Gabriel, et de nombreux invités.

Au nom des bénéficiaires, M. Dogbo a exprimé sa gratitude à l'ONUCI pour « ce geste louable ». Il a relevé les diverses actions de promotion de la Division des Droits de l'Homme à l'endroit des jeunes, notamment des séminaires de formation et des séances de sensibilisation, qui, a-t-il poursuivi, ont contribué à la pacification de l'école dans la région.

Le Directeur régional de l'Education a affirmé que grâce au travail sur le terrain du bureau des droits de l'Homme de l'ONUCI, la coordination de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) de Daloa s'est



M. Dogbo Georges, Directeur régional de l'éducation nationale de Daloa recevant un lot de matériels de la part d'une représentante de l'ONUCI © UN / ONUCI

démarquée de la violence « comme méthode de travail et de revendication », en optant désormais pour la gestion pacifique des conflits. Selon lui, ce changement de comportement des membres de la FESCI a marqué fondamentalement les esprits de la population de Daloa. Pour conclure, M. Dogbo a promis une utilisation efficiente du matériel.

Le chef du Bureau des Droits de l'Homme de l'ONUCI-Daloa, Fatou

Thiam, a, pour sa part, indiqué que ce lot de matériel permettrait aux ayant-droit d'intensifier la sensibilisation en faveur de la promotion des Droits de l'Homme dans leurs zones respectives.

A l'initiative du bureau des Droits de l'Homme de Daloa, treize clubs ont été créés dans les lycées et collèges du Haut-Sassandra et de la Marahoué, dont huit à Daloa, deux à Issia, deux à Bouaflé et un à Séguéla.

Par Marius Bokpaka

ÉCOUTEZ ONUCI-FM, LA RADIO DES NATIONS UNIES EN CÔTE D'IVOIRE

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATION
LA FORCE DE LA PAIX SUR LE SITE :

www.onuci.org

“ LA FRÉQUENCE DE LA PAIX ”

ABENGOUROU 94.7 MHZ - ABIDJAN 96. MHZ - BANGOLO 91.1 MHZ -
BONDOUKOU 100.1 MHZ - BOUAKÉ 95.3 MHZ - BOUNA 102.8 MHZ -
BOUNDIALI 90. MHZ - DABAKALA 93.9 MHZ - DALOA 91.4 MHZ -
DANANÉ 97.6 MHZ - DAOUKRO 94.7 MHZ - FERKESSEDOUGOU 104.4 MHZ -
GUIGLO 93.7 MHZ - KORHOGO 95.3 MHZ - MAN 95.3 MHZ - ODIENNÉ 101.1 MHZ -
SAN - PEDRO 106.3 MHZ - SEQUELA - 101.8 MHZ - TABOU 95.3 MHZ -
YAMOOUSSOUKRO 94.4 MHZ - ZUENOULA 95.300 MHZ -

LE BANBATT À LA RENCONTRE DE LA POPULATION DE GOGOKRO



Don de médicaments du contingent du Bangladesh à la population de Gogokro © UN / ONUCI

Gogokro, village situé à 17 km de Yamoussoukro a connu, 17 juillet, une animation toute particulière à la place principale du village. Environ 300 personnes, hommes, femmes et enfants attendaient la délégation du contingent du Bangladesh (Banbatt) de l'Opération des Nations Unies (ONUCI) basé à Yamoussoukro.

Une journée de soins médicaux gratuits à l'endroit de la population et une cérémonie de remerciement pour l'assistance fournie par le Banbatt dans ce village étaient la raison d'une telle animation.

Environ 150 malades ont pu être auscultés et recevoir des médicaments gratuitement par l'équipe médicale du Banbatt ayant commencé à soigner les malades atteints de paludisme, de maladies parasitaires et les maladies infantiles tot le matin.

Le chef de village de Gogokro, Nanan Kouamé N'Guessan Jean Baptiste a accueilli chaleureusement la délégation du Banbatt conduite par le Général de Brigade Kirza Baker en voyage d'in-

spection des troupes du Bangladesh en Côte d'Ivoire.

Le Banbatt étant à sa deuxième campagne de soins médicaux gratuits à Gogokro, les villageois ont également organisé une cérémonie de reconnaissance à l'endroit du contingent de l'ONUCI.

Danses traditionnelles, visite du village, partage de mets ivoiriens étaient au programme. L'événement majeur de la cérémonie a été l'intronisation du général de Brigade Baker, « un geste inestimable » pour ce dernier qui est devenu maintenant un fils du village de Gogokro et s'appelle désormais « Nanan Kouakou N'Guessan ».

« Je remercie sincèrement le chef du village et les tous les autres villageois pour cet honneur qui vient de m'être accordé. De mon côté, je n'ai qu'un vœu. Je souhaite que ce village, habité par des gens si pacifiques, même aux pires moments de la crise ivoirienne, puisse maintenant prendre le train du développement. Que ce soit au niveau de la santé, de l'éducation ou de du

commerce. Que Gogokro devienne un village moderne. »

Au nom du chef de village, Jean Baptiste Akrou, fils du village et directeur du quotidien ivoirien « Fraternité Matin » a également remercié la délégation de l'ONUCI.

« Tous les habitants de Gogokro remercient sincèrement le Banbatt pour les journées de soins médicaux organisées dans notre village. Vous n'avez pas cessé de vous préoccuper du sort des plus démunis d'entre nous. Nous savions que l'ONUCI est venue nous aider à retrouver la paix dans notre pays mais vos actions nous l'ont réellement montré. »

Au terme de cette journée riche en émotions, les villageois étaient rentrés chez eux contents d'avoir pu être soignés et les Banbatt étaient retournés à Yamoussoukro pour vaquer à leurs autres activités quotidiennes.

Par Lassila NZEYIMNA Katuta

DON DE MÉDICAMENTS DU CONTINGENT PAKISTANAIS DE L'ONUCI AU CHR DE YAMOUSSOUKRO



Le don de médicaments fait partie des activités humanitaires des Casques bleus © UN / ONUCI

Le contingent pakistanais du transport de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) à Yamoussoukro a offert, le 10 juillet 2008, des médicaments au Centre Hospitalier Régional (CHR), au profit des malades les plus nécessiteux de la ville.

« L'objectif de ce don de médicaments est de nous rapprocher des populations

et d'assister les personnes qui en ont besoin », a expliqué le commandant de la compagnie pakistanaise du transport à Yamoussoukro, Muhammad Masood Aslam.

« En plus de ce don, nous recevons par semaine environ 50 personnes parmi les plus pauvres venant de Yamoussoukro et des villes environnantes, pour recevoir gratuitement des soins et des

médicaments à l'hôpital du camp », a ajouté le commandant Muhammad.

Les médicaments offerts sont constitués d'antibiotiques, de médicaments contre les maladies respiratoires et le paludisme. Le service de pédiatrie du CHR a également reçu un lot de vivres composé de biscuits et de jus de fruits.

Le Directeur du CHR de Yamoussoukro, Koffi Asséré, a relevé que l'hôpital connaît de nombreux problèmes d'équipements et de pénurie de médicaments, notamment en raison des ruptures incessantes de stock au niveau de la Pharmacie de la Santé Publique (PSP).

« Les dons de cette nature viennent combler le vide et constituent un soulagement, d'autant plus que ce sont des médicaments qui ne seront pas vendus », a indiqué M. Asséré.

C'est la deuxième fois que la compagnie pakistanaise du transport de l'ONUCI offre des médicaments au CHR de la ville.



Un vue rapprochée des médicaments offerts par le contingent Pakistanaïs © UN / ONUCI

Par Lassila NZEYIMNA Katuta

LE G^{al} CLÉMENT-BOLLÉE, COMMANDANT DE LA LICORNE FAIT SES ADIEUX...



Le chef de Licorne faisant ses adieux au Commandant de la Force de l'ONUCI © UN / ONUCI

Le Général Clément-Bollée, qui quitte la Côte d'Ivoire après une année de présence, le 8 juillet 2008, était venu faire ses adieux au premier responsable de l'ONUCI et présenter par la même occasion, son successeur, le Général Philippe Houbbron. En le recevant, YJ Choi a souligné la contribution du Général Clément-Bollée au processus de paix ivoirien, qui entre maintenant dans sa phase de préparation des élections, dont le premier tour de la présidentielle

est fixé au 30 novembre prochain.

Quant au Commandant sortant de la Licorne, il a déclaré à la presse avoir fait le bilan et le point de la situation du moment. A ce sujet, il s'est déclaré optimiste sur la suite du processus car selon lui, la tendance globale laisse percevoir des signes encourageants quant à une sortie de crise. Selon lui, les choses avancent positivement. « Sur le plan de la tension, les choses se sont éminemment décrispées. C'est

surtout dans les têtes que l'Accord de Ouagadougou est maintenant bien ancré », a-t-il indiqué en invitant tout le monde à continuer sur cette voie. Parlant de la sécurisation et de l'encadrement des futures élections, le Général Clément-Bollée a estimé que la collaboration entre les quatre forces militaires sera vue comme une opération militaire dont la mission sera de sécuriser les élections. Soucieux de ne pas sousestimer l'ampleur de ce dossier, des rencontres ont donné lieu à la mise en place d'un groupe de travail qui, vers le mois de septembre, sera transformé en un état-major commun. « Cet état-major sera formé des Généraux des quatre forces qui ensemble se saisiront du problème en vue de gérer la sécurisation des élections », a-t-il précisé.

Pour sa part, le Commandant de la force de l'ONUCI, le Général Fernand Marcel Amoussou, a mis en exergue le travail remarquable accompli par le Général Clément-Bollée à la tête de la Licorne, toute chose qui aura permis une bonne collaboration avec l'ONUCI faisant ainsi progresser le processus de sortie de crise.

CÉRÉMONIE DE BIENVENUE DU G^{al} HOUBRON, COMMANDANT DE LA FORCE LICORNE À SÉBROKO

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a donné un piquet d'honneur, mardi, pour souhaiter le bienvenu au Commandant de la Force Licorne, le Général de Division Philippe Houbbron, à l'ancien Hôtel Sébroko, Quartier Général de la Mission.

Accueilli par le Commandant de la Force de l'ONUCI, le Général de Division Fernand Marcel Amoussou, sur l'esplanade de Sébroko, le Général de Division Philippe Houbbron a reçu les honneurs militaires et a passé en revue

un bataillon bangladais. Le Commandant Amoussou a ensuite reçu, dans son bureau, son homologue de la Force Licorne avec lequel il a tenu une réunion sur la sécurisation du processus électoral en Côte d'Ivoire.

« Avec le Général Amoussou, nous allons commencer à étudier (...) comment va se faire ce processus de planification, comment nous allons conduire cette sécurisation », a expliqué le Général Houbbron.

Agé de 55 ans, le Général de Division

Philippe Houbbron, qui avait déjà commandé, de février à juin 2005, la brigade multinationale nord-est de la force de l'Otan au Kosovo (KFOR), a pris le commandement de la Force Licorne (1.800 soldats) le 11 juillet 2008. Il a remplacé à ce poste, le Général de Division Bruno Clément-Bollée, qui a commandé l'opération française de juillet 2007 à Juillet 2008. Le Nouveau chef de la Licorne, a salué le travail accompli par son prédécesseur qu'il s'est engagé à poursuivre.

Par Parfait KOUASSI